

**Organisation Internationale du Travail
Equipe consultative multidisciplinaire d'Afrique de l'Est (EAMAT)
Addis Abéba, Ethiopie.**

DES EMPLOIS POUR L'AFRIQUE (JOBS FOR AFRICA)

**RAPPORT A LA SIXIEME REUNION BIENNALE DES PLANIFICATEURS AFRICAINS
DE L'EMPLOI
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE, 8 - 12 FEVRIER 1999**

I. CONTEXTE

Il est maintenant largement reconnu que le chômage et la pauvreté constituent peut-être la série de problèmes les plus épineux auxquels le développement africain doit faire face aujourd'hui. La fragilité des options et des mécanismes de solution dont on dispose, et la démographie galopante du continent qui aggrave la crise, comportent des implications effrayantes pour l'avenir de l'Afrique. L'attention accordée à cette crise par la communauté mondiale du développement semble donc venir à point nommé.

Le programme "DES EMPLOIS POUR L'AFRIQUE" DE L'OIT (JOBS FOR AFRICA-JFA) fait suite au Sommet mondial de 1995 sur le développement social qui s'est tenu à Copenhague, Danemark. On se rappellera que ce Sommet, qui a fait date, s'est engagé, entre autres déclarations, à promouvoir l'objectif du plein emploi en tant que priorité fondamentale des politiques économiques et sociales et à entreprendre la réalisation de l'objectif de la création d'emplois de qualité.

L'engagement de l'OIT en ce qui concerne la mise en œuvre de la composante emploi du Programme d'action du Sommet social a conduit à la présentation formelle de la proposition conjointe OIT/PNUD pour JFA au cours de la Cinquième réunion biennale des Planificateurs africains de l'emploi qui s'est tenue à Pretoria, Afrique du Sud en janvier 1997. Ce Projet régional a été entériné et appuyé, d'une manière générale, par tous les Etats membres au cours de cette réunion.

Il était prévu d'exécuter JFA en plusieurs phases. Après avoir commandité quelques études pertinentes, le document initial intitulé : "Emplois pour l'Afrique : un cadre politique pour les stratégies de croissance haute intensité d'emplois" a été préparé et une série de larges consultations ont été organisées dans un certain nombre de pays africains. Il s'agit des pays ci-après : Cameroun, Maurice, Sénégal, Ouganda et Zimbabwe. Il s'agissait de tester l'utilité, la pertinence et la faisabilité des recommandations politiques contenues dans le document de cadre politique.

Suite à l'exercice susmentionné, un deuxième document de projet de politique intitulé : "Emplois pour l'Afrique : vers un programme d'action", a été finalisé et publié. Ce document devait orienter la mise en œuvre de JFA dans les pays participants.

En avril 1997, les deux volumes susmentionnés des documents de JFA ont été présentés au Comité directeur de l'ACC sur l'Initiative Spéciale des Nations Unies en faveur de l'Afrique à Genève. Ceci fut suivi de la présentation de JFA à la Commission du travail et des affaires sociales de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en avril 1998, à Pretoria, Afrique du Sud. Favorablement impressionnée par les éléments de ce projet régional, la Commission a formulé les recommandations suivantes :

Il faudrait étendre le Programme "des Emplois pour l'Afrique" de l'OIT/PNUD au-delà des dix premiers pays, à l'Afrique du Nord et à l'Afrique subsaharienne dès que possible.

Il faudrait que les documents du projet soient disponibles dans toutes les langues de travail de l'OUA, et

A la phase d'exécution du projet, il faudrait accorder la priorité, entre autres, au renforcement des capacités des partenaires sociaux en matière de politiques d'emploi ainsi que de formulation et d'exécution des programmes, à la promotion de l'emploi dans le secteur informel et dans l'agriculture, au développement des ressources

humaines, à l'utilisation des résultats de recherche des partenaires sociaux et à la constitution d'une Banque de données sur l'information relative au marché de l'emploi en Afrique. Il ressort clairement de la synthèse ci-dessus qu'avant le lancement de JFA, le programme a bénéficié des contributions des principales parties prenantes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la sous-région.

II. OBJECTIFS DE JFA-PRESSA

Afin d'assurer la mise en œuvre du Programme "des Emplois pour l'Afrique" de l'OIT, un projet intitulé "des Emplois pour l'Afrique" - Stratégies de l'emploi en vue de réduire la pauvreté en Afrique subsaharienne (JFA-PRESSA) a été adopté d'un commun accord avec le PNUD en décembre 1997. Ce projet est devenu opérationnel au niveau du Bureau de l'OIT, Addis Abéba, en juillet 1998.

JFA-PRESSA est un projet régional ayant pour objectif la promotion de l'emploi et qui se fonde sur une stratégie de croissance induite par l'investissement afin de lutter contre la pauvreté en Afrique. Son objectif immédiat consiste à développer et à renforcer les capacités des institutions et réseaux nationaux et régionaux dans les dix pays participants d'Afrique subsaharienne en matière de conception et de recommandation de mesures alternatives pour lutter contre la pauvreté grâce à l'emploi productif. Les pays de la première phase du programme sont : le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, l'Ethiopie, le Nigéria, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. A plus long terme, le but est de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques induites par l'investissement, orientées de façon explicite vers les couches les plus pauvres de la population, et qui soient cohérentes aux niveaux micro, méso, et macro dans tous les pays africains.

Pour atteindre ces objectifs, il faudra mettre en place et renforcer les groupes et réseaux de plaidoyer qui préconiseront et s'attacheront à promouvoir l'adoption et la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la pauvreté et de croissance à haute intensité d'emploi dans les pays susmentionnés. Au niveau régional, JFA-PRESSA s'efforcera de diffuser l'application de stratégies de lutte contre la pauvreté induites par l'investissement auprès d'un large éventail de pays africains à travers le soutien aux réseaux nationaux de plaidoyer.

III. COMPOSANTES DU PROGRAMME

Compte tenu du large consensus selon lequel les mesures passées de lutte contre la pauvreté ont été minées, dans une large mesure, par leur caractère fragmentaire et partiel, JFA-PRESSA s'efforce à mettre en place des interventions systématiques susceptibles d'avoir un impact en matière de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté dans dix pays d'Afrique subsaharienne. A cet effet, certaines composantes du programme JFA comprennent des activités d'assistance technique qui s'appuient mutuellement et qui devraient servir d'interface et renforcer les activités de JFA-PRESSA, en particulier au niveau national.

Depuis juin 1998, certains départements techniques du siège de l'OIT et le personnel des Equipes multidisciplinaires se sont réunis à Genève, à Addis Abeba, à Abidjan, à des moments différents pour préparer les composantes supplémentaires du programme " des Emplois pour l'Afrique" afin d'en faire des projets susceptibles d'être financés.

Ces composantes supplémentaires sont les suivantes :

- * Les politiques et systèmes de formation (renforcement des capacités) afin d'améliorer et d'assurer la pérennité de JFA-PRESSA au niveau national.
- * Le Développement des petites et moyennes entreprises, en mettant l'accent sur la création des emplois et le développement d'une masse critique d'entrepreneurs africains.
- * La création d'emplois à travers la promotion de coopératives et d'entreprises appartenant aux travailleurs en apportant le soutien nécessaire aux coopératives afin qu'elles se réforment et se modernisent pour créer des emplois de qualité et de la richesse pour leurs membres.
- * Les systèmes d'information sur le marché de l'emploi et le suivi de la pauvreté afin de générer et disséminer des informations pertinentes sur le marché de l'emploi auprès des partenaires sociaux et des décideurs.

Le Programme des infrastructures à haute intensité d'emplois doit utiliser une

technologie fondée sur la main-d'œuvre pour la construction des pistes rurales et de petits projets d'irrigation ainsi que pour les autres infrastructures rurales et urbaines, sur une échelle plus grande que par le passé.

- * "L'Emploi pour la paix" en Afrique pour aider à réintégrer les populations affectées par les conflits dans les pays africains concernés par les conflits, à travers la création d'emplois productifs à l'intention des populations affectées.

La prise en compte de l'emploi des femmes en Afrique (Genres) dans toutes les autres composantes de JFA de façon à ce que le potentiel de développement des femmes soit utilisé de façon productive.

- * Le microfinancement afin d'améliorer et de faciliter le crédit pour les micro, petites et moyennes entreprises.

Le Programme de promotion de l'emploi dans le secteur informel urbain afin d'améliorer la création des emplois dans ce secteur.

- * Le renforcement du rôle des partenaires sociaux dans la création des emplois en Afrique grâce au soutien apporté aux Organes de travailleurs et d'employeurs afin de contribuer à l'élaboration et à l'exécution des politiques d'emploi et de participer à la création directe des emplois. Il faut espérer que le changement radical de politique qui sera induit par les composantes de JFA-PRESSA peut bénéficier du soutien des composantes du programme JFA susmentionnées afin de créer une

contre la pauvreté et le chômage en Afrique. La création d'une telle configuration qui se renforce mutuellement pour relever les défis du chômage et de la pauvreté constitue la pertinence opérationnelle essentielle de JFA-PRESSA, en particulier, et du Programme " des Emplois pour l'Afrique", d'une manière plus générale.

IV. PERTINENCE DE JFA-PRESSA

La pertinence de JFA-PRESSA en ce qui concerne les défis de la lutte contre le chômage et la pauvreté dans les dix pays participants tient au lien stratégique de sa politique qui comporte des programmes concrets propres à lutter contre le chômage et la pauvreté dans toutes leurs ramifications. Les changements de politiques de JFA-PRESSA se manifestent à travers les points suivants :

Une réponse coordonnée pour relever les deux défis intimement liés de la crise de l'emploi et de la pauvreté. Cette coordination se fait à trois niveaux, à savoir, a) au niveau des principaux acteurs, y compris les partenaires sociaux, les partenaires au développement, les décideurs publics, etc., b) au niveau de l'élaboration des politiques, notamment l'harmonisation des politiques aux niveaux micro, méso et macro, et c) au niveau de l'appropriation des programmes et de la participation, depuis la base jusqu'au niveau national.

L'utilisation d'une Stratégie unique pour résoudre le double problème du chômage et de la pauvreté. Bien que ces deux défis soient liés au plan conceptuel, les programmes existants ont tendance à les examiner séparément. Cette approche ne s'est pas avérée très efficace. L'approche de la stratégie unique mise en exergue par JFA-PRESSA peut être très avantageuse du point de vue coût-efficacité.

L'utilisation de l'Approche induite par l'investissement. Celle-ci vise à mobiliser les ressources d'investissement afin de promouvoir la croissance économique. Mais dans ce cas, tant la stratégie d'investissement que le processus de croissance sont confrontés au besoin crucial d'être très sensible à l'emploi. Les questions fondamentales auxquelles il faut répondre constamment sont les suivantes : quelles sont les composantes de l'investissement ou de la croissance qui visent à accroître l'emploi et à lutter contre la pauvreté ? Comment peut-on canaliser le processus de croissance vers les secteurs à haute intensité d'emploi ?

Dans un effort visant à aborder cette question de façon empirique, une étude intitulée " Investissement pour l'emploi permettant de lutter contre la pauvreté" sera commanditée. Elle fera la lumière sur les implications en matière d'emploi des projets d'investissement et favorisera une définition claire des mesures de suivi et/ou des programmes de promotion de JFA-PRESSA.

L'utilisation de la Coordination du réseau national afin d'assurer les liens entre les politiques et les programmes. Un Coordonnateur de réseau national qui doit avoir un profil respectable pour influencer sur les politiques a été désigné pour superviser les activités dans chaque pays.

*Projet Pilote
dans un effort
opérationnel*

L'utilisation des Groupes de plaidoyer des réseaux nationaux pour susciter le dialogue en faveur de la réalisation durable des objectifs de JFA-PRESSA au niveau de ceux qui mettent en œuvre les politiques et des bénéficiaires cibles dans chaque pays participant.

V. MISSIONS TECHNIQUES DANS LES PAYS PARTICIPANTS

Afin de mettre en œuvre JFA-PRESSA dans les dix pays participants d'Afrique subsaharienne, une mission exploratoire consultative de trois personnes, comprenant MM. W.A.Ndongko/CTP, Joe Umo/Expert principal et V.K. Gassama/Responsable de liaison POLDEV/OIT Genève, s'est rendue au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Nigéria et au Cameroun du 8 août au 18 septembre 1998. Une deuxième mission de deux personnes comprenant MM. W.A. Ndongko et Joe Umo a été entreprise en Ethiopie, en Ouganda, au Zimbabwe et en Zambie du 5 au 31 octobre 1998.

Conclusions et résultats de missions

Sur la base des séances d'information extensives et des consultations que les équipes de JFA-PRESSA ont eu avec les principaux ministères techniques, des institutions publiques et partenaires sociaux de l'OIT (Employeurs et Travailleurs), les ONG, les partenaires au développement tels que la Banque mondiale, le FMI, le PNUD, la FAO, la CEA, etc, les institutions de formation/ et de recherche et toutes les autres parties prenantes dans les dix pays participants, quelques conclusions et résultats importants de missions peuvent être résumés comme suit :

- * Tous les pays participants ainsi que les partenaires sociaux ont reçu le message de JFA-PRESSA avec beaucoup d'enthousiasme. Ils ont été particulièrement impressionnés par ses caractéristiques novatrices, son opportunité et sa pertinence en ce qui concerne les défis actuels à relever en matière de chômage et de pauvreté.
- * Dans tous les dix pays participants, il existe des initiatives, des projets et des programmes en cours d'exécution et/ou prévus dans les domaines de la création des emplois et de la lutte contre la pauvreté.
- * Il existe peu ou pas de coordination des initiatives dans les domaines de la création des emplois et de la lutte contre la pauvreté entre les ministères techniques, les institutions publiques, les ONG et les partenaires au développement.
- * Les conflits politiques aux niveaux micro, méso et macro ont été également soulignés.
- * Les représentants des partenaires au développement, notamment du PNUD, de la FAO, de la Banque mondiale, etc, étaient généralement favorables à JFA-PRESSA et ont exprimé leur désir de collaborer avec l'Equipe du projet régional et les autorités nationales lorsque les structures nationales nécessaires seront mises en place.

- * La mission a permis de mieux comprendre et d'apprécier les objectifs et les modalités de la mise en œuvre de JFA-PRESSA par les autorités nationales, les partenaires sociaux, les ONG et les partenaires au développement dans chaque pays.
- * Elle a permis à l'Equipe de JFA-PRESSA de faire le bilan des initiatives, des projets et des programmes en cours d'exécution et prévus dans les domaines de la création des emplois et de la lutte contre la pauvreté dans chaque pays. Ceci est important, car on s'attend à ce que JFA-PRESSA complète, appuie et améliore toutes les interventions actuelles et futures dans ces domaines dans les différents pays participants.
- * L'équipe a constaté avec intérêt que certaines expériences pratiques réussies au titre de certains projets dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de la création des emplois ont été enregistrées dans plusieurs pays. Ces expériences sont encourageantes et méritent d'être partagées au niveau régional à travers des séminaires régionaux tels que la Réunion biennale des Planificateurs africains de l'emploi.
- * Le lancement officiel de JFA-PRESSA en Ethiopie a eu lieu le 9 octobre 1998, après l'achèvement des activités de la mission qui ont duré une semaine dans le pays. Au nombre des participants au lancement figuraient des membres du réseau national des groupes de plaidoyer de l'Ethiopie, le Directeur de l'OIT-EAMAT, le Représentant résident du PNUD, des diplomates et chefs des autres institutions des Nations Unies.

VI. COLLABORATION AVEC LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

Pendant les missions techniques dans les pays participants, l'équipe de JFA-PRESSA a informé le PNUD des principales caractéristiques et des modalités d'exécution du Projet régional. D'une manière générale, les bureaux du PNUD ont donné beaucoup de conseils, apporté un soutien logistique et matériel aux missions/équipes, même dans les pays où il existait des bureaux de zone et des EMD de l'OIT.

Après des consultations en bonne et due forme avec le Bureau régional pour l'Afrique (PNUD-Afrique), une Réunion du Groupe de travail technique OIT/PNUD sur JFA-PRESSA s'est tenue au Bureau de zone de l'OIT (Addis Abéba), du 9 au 13 et du 16 au 17 novembre 1998. Le principal objectif de la réunion était de faire le bilan des progrès accomplis dans le domaine de la mise en œuvre des activités de JFA-PRESSA dans les pays participants et de donner des orientations à l'Equipe régionale du projet concernant les modalités de l'exécution future efficace du projet. Pendant la réunion, les questions de fond suivantes ont été examinées : les progrès accomplis dans le domaine de la mise en place et du renforcement du Secrétariat du projet, des Secrétariats des réseaux nationaux et des groupes de plaidoyer de réseaux nationaux, les termes de référence de l'Investissement pour la lutte contre la pauvreté et la réduction du chômage (IPRE) dont l'étude sera préparée dans les pays du projet JFA-PRESSA, la révision budgétaire et l'extension du projet JFA-PRESSA à l'Afrique du Nord. Des recommandations appropriées, notamment des activités de suivi ont été formulées afin de renforcer la mise en œuvre de JFA-PRESSA.

VII. PROPOSITION POUR L'EXTENSION DE JFA-PRESSA A L'AFRIQUE DU NORD

On se rappellera que JFA-PRESSA a été salué à l'unanimité au cours de la Réunion de la Commission du travail et des affaires sociales de l'OUA qui s'est tenue à Pretoria (Afrique du Sud) en avril 1998. Au cours de cette réunion, il avait été recommandé que le Projet régional soit étendu non seulement aux autres pays d'Afrique subsaharienne, mais également à l'Afrique du Nord. En conséquence, l'Organisation internationale du travail (OIT) et le PNUD devaient utiliser leurs mandats respectifs pour mobiliser les ressources financières supplémentaires afin de faciliter la mise en œuvre de cette recommandation. Les pays d'Afrique du Nord proposés pour l'extension de JFA-PRESSA sont l'Egypte, le Maroc et le Soudan. Une proposition formelle pour le financement de cette extension a été présentée par l'OIT au Bureau du PNUD pour les Etats arabes qui couvre les pays d'Afrique du Nord et les autres pays arabes.

VIII. QUELQUES DEFIS

JFA-PRESSA a été considéré, d'une manière générale, comme un programme ambitieux. Ceci est peut-être justifié, compte tenu des nombreux défis que le programme doit relever. A la lumière de l'expérience sur le terrain et des commentaires faits par les principales parties prenantes, il convient de souligner quelques-uns des défis stratégiques auxquels JFA-PRESSA doit faire face. Au nombre de ceux-ci figurent les points ci-après :

Difficultés de financement

Une mise en œuvre efficace de JFA-PRESSA, y compris les autres composantes de JFA nécessitera inévitablement des ressources financières importantes. Celles-ci seront nécessaires pour jeter les bases du lancement de JFA. Hormis les fonds de démarrage (3,5 millions de dollars), qui ont déjà été alloués pour les trois premières années du programme dans les dix pays africains, un financement supplémentaire sera nécessaire afin que davantage de pays puissent participer au programme.

Des fonds seront également nécessaires pour les différentes autres composantes de JFA qui sont requises pour assurer l'interface avec JFA-PRESSA. Les dix composantes déjà identifiées nécessiteront un financement supplémentaire de la part des organismes de parrainage de JFA, de ses parties prenantes et de ses nouveaux bailleurs de fonds.

Difficultés liées au personnel

La mise en œuvre de JFA à travers le continent est un défi qui nécessite beaucoup de ressources humaines. Par conséquent, la réussite du programme fait appel à une expertise professionnelle de haut niveau et des contributions dans tous les domaines pertinents.

La structure existante du personnel (notamment 3 experts et 5 agents administratifs d'appui au siège, (Addis Abeba)) a déjà été mise à rude épreuve. A mesure que la mise en œuvre des différents éléments du programme évolue dans les dix pays existants et que davantage de pays viennent s'ajouter au groupe initial, la demande d'expertise professionnelle pour l'exécution de JFA-PRESSA se développera également. On espère que grâce à la collaboration étroite avec les programmes techniques réguliers de l'OIT et les structures nationales, ces défis seront relevés.

Défis socio-politiques

JFA ne peut démarrer, a fortiori réussir dans beaucoup de pays sans le soutien des gouvernements et des populations des pays concernés. Heureusement, un soutien socio-politique large a été exprimé jusqu'ici dans tous les pays visités. Plus précisément, chaque pays a manifesté de l'intérêt en ce qui concerne l'appropriation de JFA. A présent, le défi que chaque pays doit relever consiste à voir comment cet intérêt peut se traduire en termes pratiques par rapport au soutien matériel nécessaire pour le renforcement des capacités institutionnelles de JFA (les groupes de réseaux de plaidoyer et le Secrétariat) et la pérennité des composantes des structures mises en place.

Intégration culturelle

Les expériences des enquêtes ont montré qu'il existe des obstacles culturels qui pourraient hypothéquer la réussite de JFA-PRESSA dans les pays africains. Heureusement, l'expérience dans d'autres pays a montré que là où on transforme les structures culturelles en atouts, elles deviennent les outils ou les canaux les plus efficaces pour opérer le changement social. Les exemples abondent dans la plupart des pays africains, notamment au Burkina Faso (décaissement du microcrédit à travers les groupes sociaux), en Zambie (programme durable de Lusaka), en Ouganda (réforme des coopératives).

Un obstacle culturel particulier à la réussite de JFA (à l'instar de la plupart des autres interventions politiques) concerne les questions de genre. Une aversion marquée continue de miner la participation des femmes aux programmes d'amélioration économique et sociale. La composante genre de JFA doit relever le défi qui consiste à élaborer des stratégies novatrices pour l'intégration des questions de genres. Les responsables des femmes en Ethiopie ont, par exemple, créé des points focaux et des structures à travers toute la fonction publique. Ces initiatives sont prometteuses en ce qui concerne la prise en compte des questions de genre dans la fonction publique – mais il reste encore beaucoup à faire en dehors de la fonction publique.

IX. PERSPECTIVES DE JFA-PRESSA

JFA-PRESSA dispose de grandes potentialités, (en l'absence de tout changement) et peut devenir l'activité phare des programmes de l'OIT/PNUD en matière de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté à l'orée du 21^e siècle. Les raisons s'imposent d'elles-mêmes. Tout d'abord, la pauvreté et le chômage sont abordés dans le cadre d'une stratégie holistique par le truchement du concept de coordination large à la base.

Deuxièmement, le double défi du chômage et de la pauvreté est abordé par le canal de l'habilitation des victimes. Les programmes de renforcement des capacités ainsi que le développement de l'entrepreneuriat permettront, par exemple, de donner aux populations les moyens nécessaires pour se prendre en charge.

Troisièmement, la pérennité est intégrée dans le changement de politique de JFA-PRESSA à travers les programmes de renforcement des capacités institutionnelles, (les groupes de plaidoyer des réseaux nationaux) et l'utilisation des principales composantes concrètes qui s'attaquent aux problèmes du chômage et de la pauvreté à la racine.

Quatrièmement, grâce à la présentation des composantes, les aspects à court, moyen et long termes du chômage et de la pauvreté ont été pris en considération. Par exemple, la technologie fondée sur la main-d'œuvre pour la composante infrastructure sera efficace pour résoudre le problème important du chômage et de la pauvreté qui existe, à l'heure actuelle, sur le terrain, tandis que la formation et le renforcement des capacités s'attaqueront au double défi entre le moyen et le long terme.

Cinquièmement, JFA-PRESSA met à profit l'efficacité du canal culturel pour assurer la prestation du projet aux pays participants. Au nombre des exemples figurent les groupes de plaidoyer des réseaux nationaux, l'appropriation au niveau national du projet et l'utilisation de la composante emploi dans les coopératives réformées et modernisées qui reposent sur la tradition culturelle africaine. L'expérience a montré ailleurs que les projets d'assistance technique qui entrent dans un pays par le truchement des canaux culturels ont plus de chances de réussir que ceux qui ne prennent pas en compte la dimension culturelle.

X. PROGRAMME DES ACTIVITES FUTURES DE JFA-PRESSA

Le programme de travail de JFA-PRESSA élaboré pour 1999 définit les activités qui seront entreprises dans un proche avenir. Les principaux éléments du programme de travail 1999 comprennent les points ci-après :

- * La préparation du lancement de JFA-PRESSA dans les neuf pays restants.
- * La commande des études relatives à l'Investissement pour la lutte contre la pauvreté et le chômage (IPRE) dans tous les pays participants.
- * Le lancement des études de cartographie de la pauvreté dans tous les pays participants.
- * L'organisation d'ateliers de formation pour les membres des groupes de plaidoyer du réseau national dans certains pays.
- * La tenue de séminaires régionaux pour les responsables de l'USA et des syndicats de femmes.
- * La tenue de séminaires sur la Réorientation de la politique de l'emploi pour les hauts responsables gouvernementaux.

- * La préparation des interventions du programme découlant des études de l'IPRE et des séminaires, et
- * La participation aux ateliers et séminaires régionaux pour faire connaître JFA-PRESSA.
- * L'extension de JFA-PRESSA à trois pays d'Afrique du Nord (si cette proposition est approuvée par le Bureau du PNUD pour les Etats arabes).

XI. LANCEMENT DU PROGRAMME GLOBAL DE L'EMPLOI POUR L'AFRIQUE

Il est désormais évident que le Programme " des Emplois pour l'Afrique" est un programme multidimensionnel et multisectoriel ayant des ramifications multidisciplinaires. Ainsi, pendant que l'une de ses composantes stratégiques, la composante PRESSA, était en train d'être lancée, (depuis juillet 1998), l'élaboration des autres composantes clefs était entreprise à Genève en collaboration avec le siège de l'OIT et les groupes de travail multidisciplinaires de l'OIT. A l'achèvement de ce travail à la fin de 1998, tout le programme a été fusionné en un seul document intitulé "des Emplois pour l'Afrique : Document de programme" (JFA).

JFA est un rapport de neuf sections qui regroupe toutes les principales questions abordées par JFA. Le but et les questions saillantes abordés dans le document sont indiqués dans le chapitre introductif. Celui-ci est suivi d'une analyse du contexte de JFA (Section II). Les justifications du Programme JFA en ce qui concerne les problèmes, le contexte et les réponses politiques sont indiquées à la Section III. A la Section IV, les objectifs, les résultats et les stratégies de mise en œuvre du programme sont indiqués. La Section V décrit les 11 composantes de base de JFA. Les composantes décrites dans cette section comprennent le PRESSA, l'emploi dans les coopératives, l'information relative au marché de l'emploi pour le suivi de la pauvreté, la dimension genre, l'emploi pour la paix, les politiques des systèmes de formation, la création des petites et moyennes entreprises, le programme d'infrastructures à haute intensité d'emploi, le microfinancement, le programme d'emploi du secteur informel urbain et le renforcement du rôle des partenaires sociaux en matière de création d'emplois. La pérennité des résultats et les mécanismes d'exécution sont abordés dans les Sections VI et VII, respectivement. Le budget consolidé nécessaire et les stratégies de mobilisation des ressources sont abordés à la Section VIII. Le rapport se termine par un appendice des documents du projet concernant les 11 domaines thématiques.

Le but de la présentation du contenu de JFA-PD décrit ci-dessus est de souligner à l'intention du présent auditoire que nous sommes encore à un travail d'étape en ce qui concerne la finalisation des préparatifs du lancement global de JFA. Ceci signifie que les contributions intellectuelles de cette réunion seront les bienvenues et, sont en fait, sollicitées afin d'améliorer et de finaliser le document du programme.

Après cette réunion, le projet JFA-PD sera finalisé à la lumière des commentaires reçus de la présente réunion et, sera soumis par la suite à la Réunion technique des bailleurs de fonds du Programme " des Emplois pour l'Afrique" qui se tiendra à Windhoek, Namibie, du 15 au 17 avril 1999. Cette réunion qui est organisée conjointement par l'OIT et la Commission du travail de l'OUA devrait regrouper des

bailleurs de fonds potentiels qui pourraient financer une (ou plusieurs) composantes du programme global de JFA. Si nous allons aussi loin, c'est pour étendre le processus consultatif et, partant, obtenir le soutien pour JFA tant des propriétaires du programme (les pays africains participants) que des organismes de parrainage/bailleurs de fonds des éléments du programme.

Il est également important de souligner qu'en formulant JFA-PD, les préoccupations de la Commission du travail de l'OUA ont été prises en compte, tel qu'il ressort de leurs recommandations précédentes.

XII. CONCLUSION

Le Rapport s'est efforcé de placer le Programme Emplois pour l'Afrique (JFA) dans le contexte des crises croissantes de l'emploi et de la pauvreté qui ont nécessité cette réponse. Une mise à jour des activités ainsi que de l'orientation future de l'une de ses composantes stratégiques, JFA-PRESSA, a également été faite. Au-delà du Rapport de JFA-PRESSA, un Programme JFA plus complet figurant dans le document de programme JFA-PD a été présenté.

Il est donc important d'attirer l'attention des membres sur certaines considérations clefs et les attentes découlant de l'exposé ci-dessus. La première est que les questions soulevées dans JFA-PRESSA devraient inciter les membres à réfléchir et à instaurer une discussion créatrice. Il faut espérer que l'enrichissement mutuel des points de vue permettra d'améliorer le contenu du projet, conduisant ainsi à une adoption plus large de ses principaux éléments pour exécution par les pays, y compris ceux qui doivent encore être intégrés dans JFA-PRESSA.

La deuxième considération concerne la nécessité d'enrichir JFA-PD en faisant appel à la sagesse individuelle et collective de tous les Etats membres et mandants de l'OIT. Ceci est vital, car nous devons participer à la réunion prévue par les bailleurs de fonds en Namibie avec un programme meilleur. Les Etats membres ont tout à gagner dans la réussite de cette réunion, étant donné qu'elle facilitera non seulement l'extension de JFA au maximum de pays africains, mais elle jettera les bases de la pérennité future du programme. Il faut espérer que les ressources nécessaires seront mobilisées par les bailleurs de fonds et les gouvernements africains qui ont tout à gagner avec la mise en œuvre du Programme " des Emplois pour l'Afrique".